

Mobiliser le secteur privé en faveur du développement, une opportunité majeure pour l'Europe

Jutta Urpilainen Commissaire européenne aux Partenariats internationaux – *EUROPEAN COMMISSION DG INTPA*

20 juin 2022



Lancée en avril 2020, l'initiative « Team Europe » permet de fédérer tous les acteurs européens du développement pour mettre en œuvre, notamment en collaboration avec le secteur privé des pays partenaires, une relance durable, inclusive, verte et numérique. Face à l'ampleur des enjeux, l'UE cherche aussi à mobiliser des capitaux privés pour « reconstruire en mieux ».

En 2019, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a estimé qu'il fallait entre 2 500 et 3 000 milliards de dollars par an pour combler le déficit de financement nécessaire à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Or l'aide publique au développement (APD) ne s'est élevée en 2020 qu'à 161 milliards de dollars. C'est pourquoi l'Union européenne (UE) doit mobiliser des capitaux privés pour « reconstruire en mieux » et soutenir ses pays partenaires dans leurs efforts vers des économies plus inclusives, vertes et numériques. Le secteur privé des pays

TEAM EUROPE

L'initiative « Team Europe » a été lancée en avril 2020 pour soutenir les pays partenaires de l'Union européenne (UE) dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 et ses conséquences. Outre l'UE, elle regroupe les institutions des États membres, les agences nationales de développement, les institutions européennes de financement du développement, la BEI et la BERD dans un effort coordonné sans précédent.

partenaires, ainsi que les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) européennes jouent un rôle important, notamment en termes d'innovation et d'investissement, mais aussi de création d'emplois. La nouvelle stratégie de l'UE à l'égard de l'Afrique met clairement en évidence le message suivant : la transformation et la croissance économiques durables sur le continent ne seront possibles qu'avec un secteur privé dynamique, qui s'appuie sur la créativité et l'esprit d'entreprise de tous les Africains, en particulier des femmes, des jeunes et des populations vulnérables. La création de partenariats contribue à la réalisation de ces objectifs. Pour l'UE, il s'agit de collaborer avec le secteur privé dans les pays partenaires et en Europe. Cela implique également de renforcer la coordination avec les États membres de l'Union et les institutions de financement du développement (IFD) européennes, dans

le cadre d'une approche « Team Europe ».

DONNER AU SECTEUR PRIVÉ LES MOYENS DE RÉUSSIR

L'UE soutient le développement du secteur privé dans ses pays partenaires et cherche à renforcer un partenariat gagnant-gagnant entre les entreprises locales et les entités européennes qui souhaitent opérer à l'étranger. À ce titre, elle accompagne les pays partenaires dans leurs efforts pour promouvoir le développement industriel, l'investissement dans les infrastructures, le numérique et les énergies renouvelables. Elle travaille avec eux pour développer les marchés locaux, faciliter le commerce, faire progresser l'intégration régionale et favoriser la durabilité des chaînes de valeur. La zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), que soutient l'UE, est ainsi l'un des principaux moteurs de la croissance durable en Afrique.

L'institution européenne travaille par ailleurs avec ses pays partenaires pour créer des écosystèmes entrepreneuriaux efficaces, en renforçant les cadres politiques et réglementaires, en développant une main-d'œuvre qualifiée et en améliorant le climat d'investissement. Rien qu'en 2020, son appui aux réformes de l'environnement des affaires en Afrique subsaharienne s'est élevé à près de 500 millions d'euros.

L'UE encourage également le dialogue public-privé et l'engagement du secteur privé en faveur du développement. Pour ce faire, elle favorise des relations plus étroites entre le secteur privé et les institutions financières internationales, dans le but d'améliorer le climat d'investissement et de mobiliser des capitaux privés. L'UE combine aussi l'accompagnement technique aux secteurs privé et public avec un meilleur accès au financement pour les entreprises grâce à des instruments tels que le Fonds européen de développement durable élargi (FEDD+).

« GLOBAL GATEWAY » : 300 MILLIARDS € D'INVESTISSEMENTS D'ICI 2027

Le 1er décembre 2021, la Commission a lancé *Global Gateway* (« portail mondial »), la nouvelle stratégie européenne en matière d'infrastructures fondée sur cinq priorités : le numérique, le climat et l'énergie, les transports, la santé, l'éducation et la recherche. Celle-ci vise à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements d'ici 2027. *Global Gateway* promeut des solutions durables au service des populations et de la planète, afin de relever les défis mondiaux les plus urgents, du changement climatique et de la protection de l'environnement à l'amélioration de la sécurité sanitaire, en passant par le renforcement de la compétitivité et des chaînes mondiales d'approvisionnement. Le secteur privé sera un partenaire essentiel pour accroître l'investissement dans les infrastructures et accompagner les pays partenaires de l'UE.

Global Gateway crée un environnement propice pour encourager les investissements et les

conditions commerciales favorables aux entreprises, la convergence réglementaire, la mise en place de normes, ainsi que l'intégration des chaînes d'approvisionnement et des services financiers. Les projets de *Global Gateway* seront élaborés et mis en œuvre par le biais des initiatives « Team Europe », lesquelles s'appuient non seulement sur les entreprises européennes, mais aussi sur les gouvernements, la société civile et le secteur privé des pays partenaires.

L'UE, UN ACTEUR DE PREMIER PLAN FACE AUX DÉFIS MONDIAUX

Le nouvel instrument financier de l'action extérieure de l'UE, IVCDI-Europe dans le monde, fait partie du budget à long terme de l'institution (CFP, 2021-2027). Dans ce cadre, le fonds FEDD+ doit offrir jusqu'à 53,4 milliards d'euros de capacités de garantie, avec une couverture mondiale incluant le voisinage de l'UE, l'Afrique, l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique. C'est le prolongement du FEDD qui a connu un grand succès jusqu'en 2020. Concrètement, le nouvel instrument FEDD+ va multiplier ses ressources par dix et se mondialiser. Il offre des garanties financières, des financements mixtes et un accompagnement technique. Il doit contribuer à réduire les risques et à mobiliser les investissements privés, à améliorer le climat d'investissement, à faire progresser l'intégration économique, à soutenir les entrepreneurs, les PME et les jeunes pousses.

Afin de bénéficier de cette gamme d'instruments financiers, le secteur privé devra s'engager auprès des IFD qui géreront les programmes d'investissement soutenus par les garanties. Grâce à une étroite collaboration avec le monde des affaires, les décideurs politiques et les IFD, l'UE vise à mobiliser des financements supplémentaires pour combler le fossé qui sépare ses pays partenaires de la réalisation des ODD et pour « reconstruire en mieux », sans laisser quiconque de côté.